



Réseau d'information comptable agricole

En 2013, le revenu moyen des exploitations en net recul

Le revenu des agriculteurs dérape

En France

Les premiers résultats de l'enquête européenne issue du réseau d'information comptable agricole (RICA) de l'année 2013 confirment la tendance baissière du revenu annoncée par les comptes provisoires de l'agriculture 2013. Pour la France, le résultat courant avant impôt (RCAI) en moyenne par exploitation passe de 51 300 euros en 2012 à 36 300 euros en 2013, soit - 29 %. Cette diminution se répercute sur le RCAI par UTANS (unité de travail annuel non salariée)

qui perd également 29 % et s'élève à 25 200 euros en 2013 contre 35 500 euros en 2012.

Trois facteurs principaux contribuent à cette baisse : la chute des cours des céréales couplée à une récolte modeste et une collecte de lait en baisse.

Au niveau national, 16 % des exploitations sont en situation de déficit, soit une hausse de huit points rapport à 2012.

En région Centre-Val de Loire

En région Centre-Val de Loire, le RCAI se situe dans la tendance nationale. Affiché à 77 200 euros en 2012, il a chuté de 58 % en 2013 et s'élève à 32 200 euros. Il est légèrement inférieur à la moyenne française ce qui ne s'était pas produit depuis la crise de 2009. Le RCAI par UTANS se rétracte dans les mêmes proportions et se situe à 23 500 euros en 2013 contre 56 400 euros en 2012.

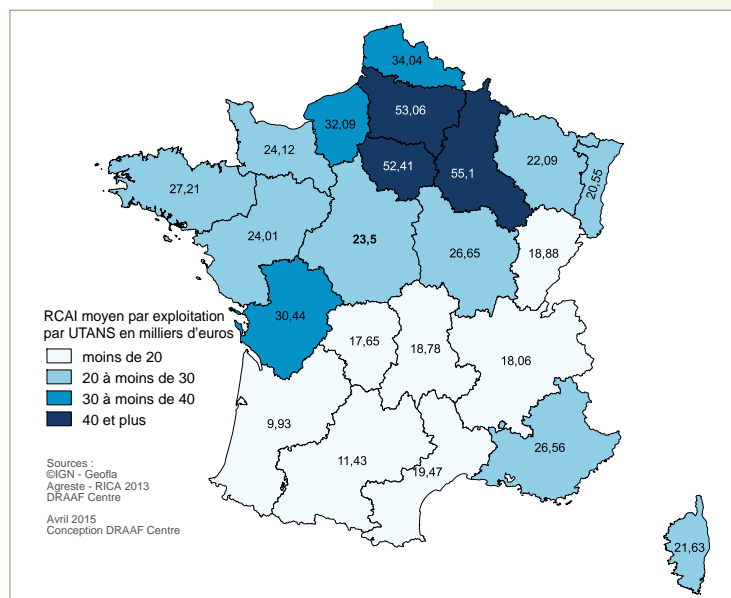
Pour le RCAI, la région rétrograde au 13^e rang des régions françaises et se trouve cette année devancée par la Basse et la Haute

Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire, la Bourgogne et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour le RCAI par UTANS, la région Centre-Val de Loire dépasse de peu la Lorraine et occupe ainsi la douzième place.

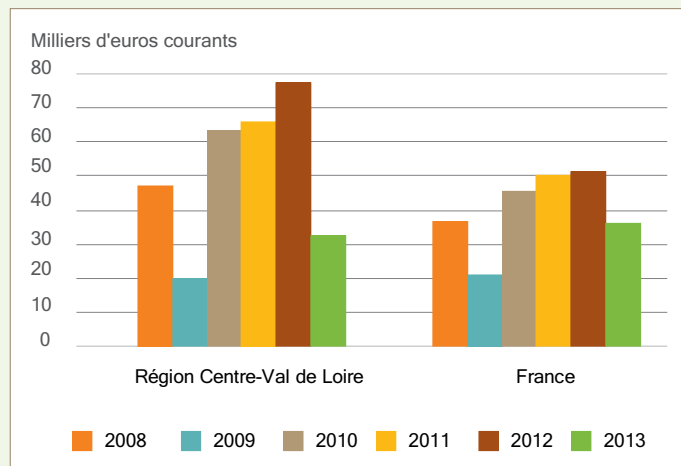
Dans ce contexte difficile, les trésoreries se sont réduites. En 2013, 18 % des exploitations agricoles régionales présentent un déficit, soit deux points de plus que la moyenne française. Par rapport à 2012, ce sont 6,5 fois plus d'exploitations agricoles qui sont en situation de déficit.

Après trois années de hausse continue (2010 à 2012), le revenu moyen de la ferme France s'effondre de 29 %, en 2013. La région Centre-Val de Loire s'inscrit dans cette tendance, la baisse du revenu y étant encore plus prononcée. Les productions végétales sont les plus touchées avec des volumes de récoltes seulement corrects et des cours en chute libre. Pour les orientations animales, le bilan est mitigé. Le lait renchérit mais la collecte se replie. Les cours des gros bovins s'améliorent mais les charges des éleveurs s'alourdissent.

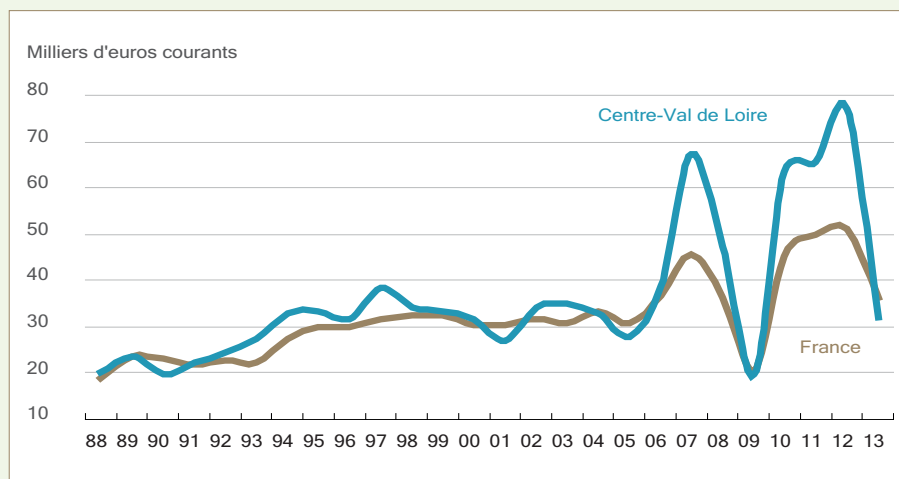
Revenu courant avant impôts par unité de travail non salariée en 2013



Forte baisse du RCAI moyen par exploitation en 2013



Évolution du résultat courant avant impôts depuis 1988 (RCAI)



Source : Agreste, RICA

La baisse de revenu touche tous les secteurs de production

Au niveau national

Après trois années historiquement élevées, le RCAI des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (COP) diminue fortement en 2013, suite à la chute des prix et à des rendements moins bons pour l'orge, le maïs, le colza et le tournesol. Le RCAI s'établit à 22 400 euros, trois fois inférieur à celui de 2012. Pour les exploitations spécialisées en cultures générales (plantes sarclées, légumes de plein champ), la baisse du résultat est plus limitée (- 19 % par rapport à 2012) et le RCAI, à 83 600 euros, demeure à un niveau élevé. En effet, la conjoncture a été favorable à la pomme de terre et au lin, tandis que la production en valeur était stable pour la betterave sucrière et les légumes de plein champ, compensant en partie les effets du dérapage des prix des COP.

En 2013, le lait a été relativement bien payé aux éleveurs laitiers, mais ceux-ci ont encore été confrontés à un alourdissement des dépenses en alimentation animale. Leur résultat, de l'ordre de 40 000 euros, est donc stable

par rapport à 2012. Il baisse en revanche de 12 % pour les éleveurs spécialisés en bovins viande, à 24 000 euros, et de 20 % pour ceux spécialisés en ovins et caprins, à 21 600 euros en moyenne en 2013. Il se replie également pour les élevages porcins à 42 200 euros en moyenne en 2013, après 66 800 euros en 2012 et 51 300 euros en 2010 et en 2011. En filière « ponte », le prix des œufs a flanché. Au total, la valeur de la production se contracte dans l'orientation « volailles » et le résultat s'établit à 25 400 euros en moyenne, en baisse de 46 % par rapport à 2012.

En viticulture, le renchérissement des vins compense les faibles volumes de raisin récoltés en 2012 et 2013. Le résultat s'établit à 47 800 euros en moyenne, en léger repli par rapport à 2012 (- 5 %), mais avec des situations très contrastées selon les vignobles. Le résultat des exploitations spécialisées en « arboriculture », à 42 600 euros en moyenne, s'effrite de 7 % et la perte pour les exploitations de maraîchage atteint 21 % (39 400 euros).

En région Centre-Val de Loire

En région Centre-Val de Loire, le RCAI des exploitations de céréales, oléagineux et protéagineux décroche de 88 200 euros en 2012 à 25 800 euros en 2013 du fait de l'effondrement des cours des grandes cultures et d'une récolte de céréales en deçà des moyennes quinquennales.

Pour les autres grandes cultures, le revenu se réduit de 43 % et s'affiche à 61 800 euros. La bonne conjoncture pour les betteraves et la pomme de terre a amorti la chute par rapport aux exploitations spécialisées en COP.

La conjoncture n'a pas été favorable aux éleveurs de bovins lait contrairement aux années passées. En effet, la hausse des prix en fin de campagne n'a pas compensé la baisse des livraisons expliquant ainsi le dérapage du revenu qui passe de 55 400 euros en 2012 à 35 600 euros en 2013. Heureusement, leurs charges d'approvisionnement restent stables.

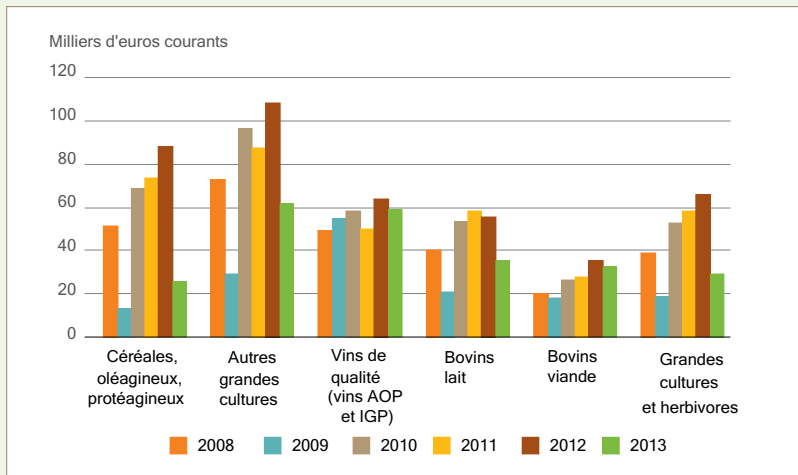
Les éleveurs de bovins viande perdent également 7 % de leur revenu. En effet, la progression des cours des gros bovins n'a pu neutraliser l'alourdissement des charges. Leur revenu (32 700 euros) se situe à un niveau légèrement inférieur à celui des éleveurs de bovins lait. Quant aux exploitations spécialisées en grandes cultures et

herbivores, leur revenu de 29 400 euros est divisé par deux par rapport à 2012.

En repli de 8 %, le revenu des exploitations viticoles spécialisées en vins de qualité est parmi les moins touchés et s'affiche à 59 000 euros. Les volumes plus abondants que ceux très faibles de 2012 et le renchérissement des prix n'ont pas suffi à contrebalancer la baisse des subventions.

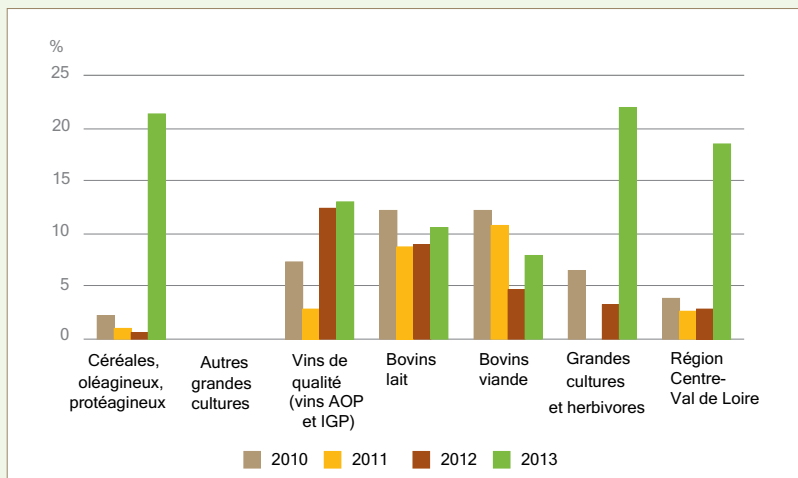
Les prélèvements privés des exploitants diminuent en moyenne de 21 %. De l'ordre de 52 100 euros en moyenne, ils sont utilisés pour rémunérer l'activité des exploitants sur l'exploitation et payer les charges sociales du personnel non salarié qui s'élèvent à 19 200 euros en moyenne par exploitation. Ces dernières sont destinées à financer les assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants. Elles sont exclues des charges dans le RICA. De même, les prestations sociales ne sont pas prises en compte dans les produits. Elles ne participent pas à la formation du résultat mais sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable.

En 2013, le RCAI diminue dans les principales OTEX dans le Centre-Val de Loire



Source : Agreste, RICA

Part des exploitations ayant un RCAI négatif dans le Centre-Val de Loire pour les principales OTEX



Source : Agreste, RICA

La production perd de sa valeur et les charges s'alourdissent

Une production en baisse

En région Centre-Val de Loire, la valeur moyenne de la production par exploitation perd 33 000 euros par rapport à 2012, soit une baisse de 13 %. Au niveau national, le repli se limite à 2 %. La production moyenne par exploitation diminue le plus pour l'orientation «céréales, oléagineux et protéagineux» (- 22 %) suivie par l'orientation « grandes cultures et herbivores » (- 18 %). En viticulture, la valeur de la production stagne tandis qu'elle augmente de 21 % en élevage bovins viande.

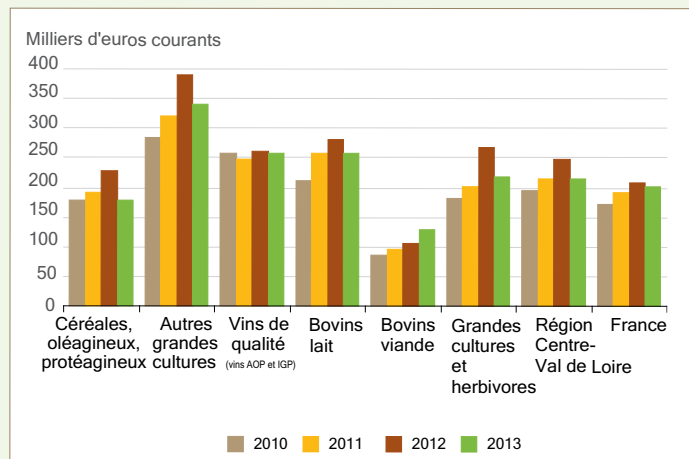
Néanmoins, si la production moyenne régionale dépasse les 210 000 euros, elle n'atteint pas celle des autres régions céréalières telles que l'Île-de-France et la Picardie où la production moyenne par exploitation se situe au-delà des 270 000 euros. En effet, les rendements en céréales et oléagineux de ces régions sont meilleurs que ceux obtenus en région Centre-Val de Loire.

Des charges encore plus lourdes

Les charges d'exploitation de la région Centre-Val de Loire se démarquent de la moyenne nationale en la surpassant de 14 %. Elles progressent de 4 % par rapport à 2012. La hausse des charges d'approvisionnement, notamment des engrais (+ 7 %) est concomitante à celle des charges en énergie (+ 3 %) avec une augmentation pour l'énergie non stockée de 16 %.

Concernant les charges structurelles, les impôts et taxes (+ 4 %), les charges financières, les loyers et fermages et les charges de personnel s'alourdissent. Les charges de personnel représentent 13 500 euros en moyenne par exploitation et les loyers et fermages 16 700 euros.

Baisse de la valeur moyenne de la production par exploitation dans le Centre-Val de Loire

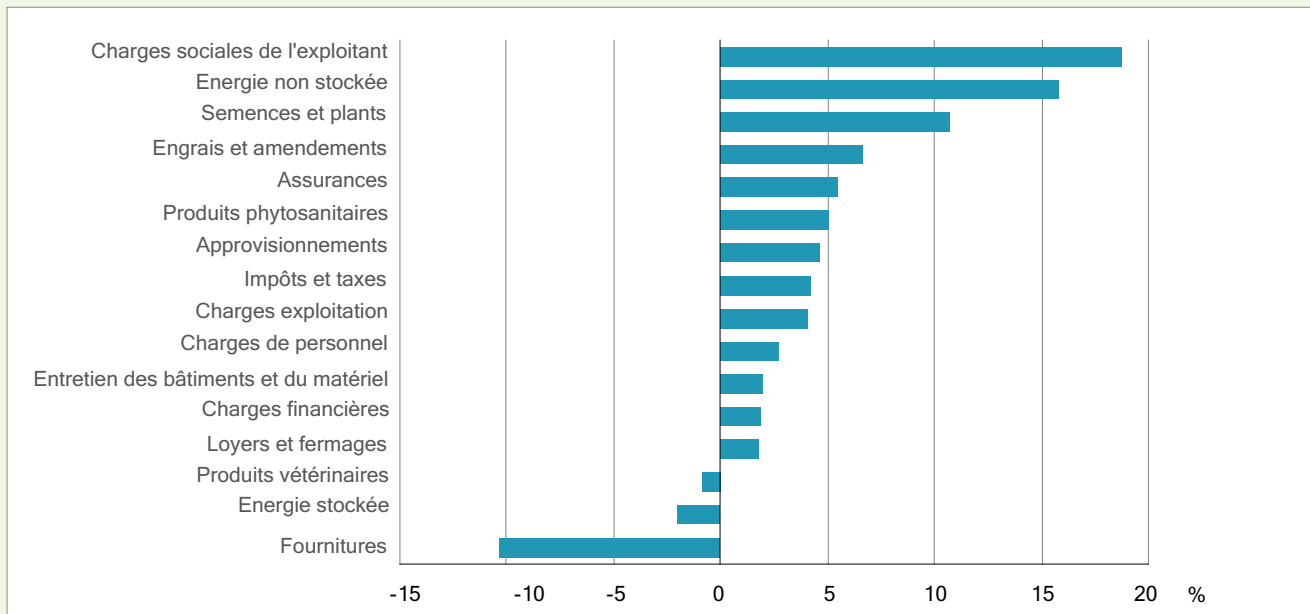


Source : Agreste, RICA

Les charges financières s'élèvent à 5 200 euros en moyenne par exploitation. Elles représentent les décisions prises au cours des exercices antérieurs.

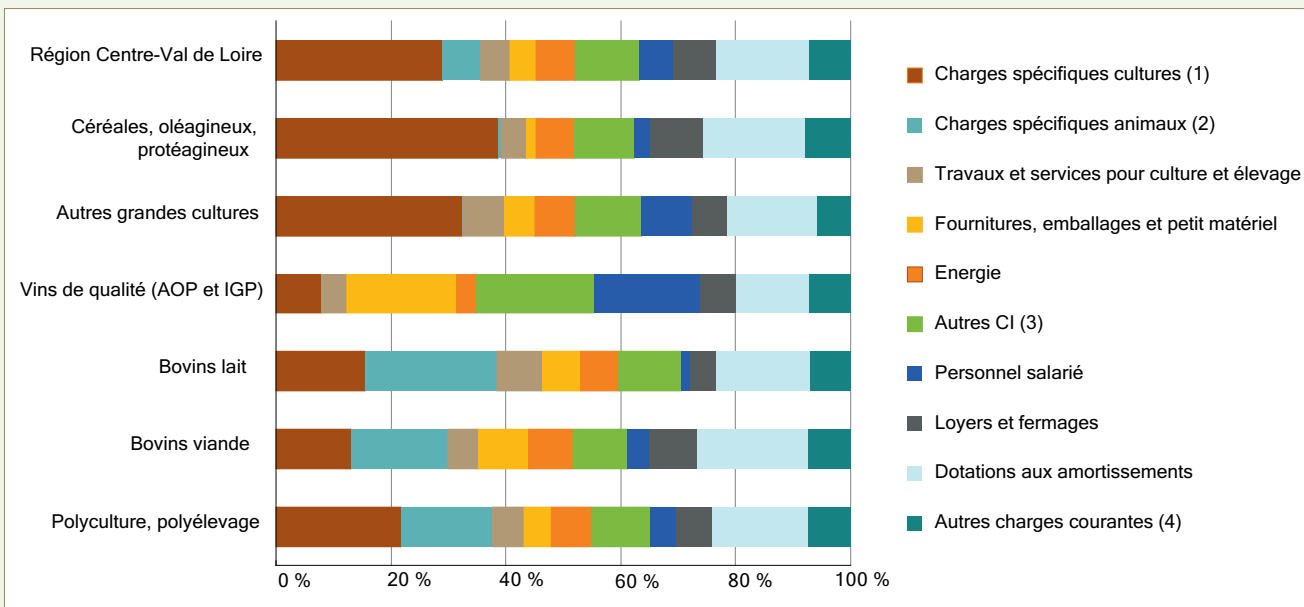
Le poste alimentation animale pèse relativement lourd dans les exploitations d'élevage tandis que les exploitations viticoles se caractérisent par des charges conséquentes en salaires, fournitures et autres consommations intermédiaires. Pour les autres grandes cultures, l'achat des semences et plants pour les pommes de terre et les betteraves représente une part importante des charges d'approvisionnement.

Évolution des principales charges courantes dans le Centre-Val de Loire entre 2012 et 2013



Source : Agreste, RICA

Répartition des charges courantes par OTEX dans le Centre-Val de Loire en 2013



(1) Charges spécifiques cultures : engrais et amendements, semences et plants, produits phytosanitaires et irrigation.

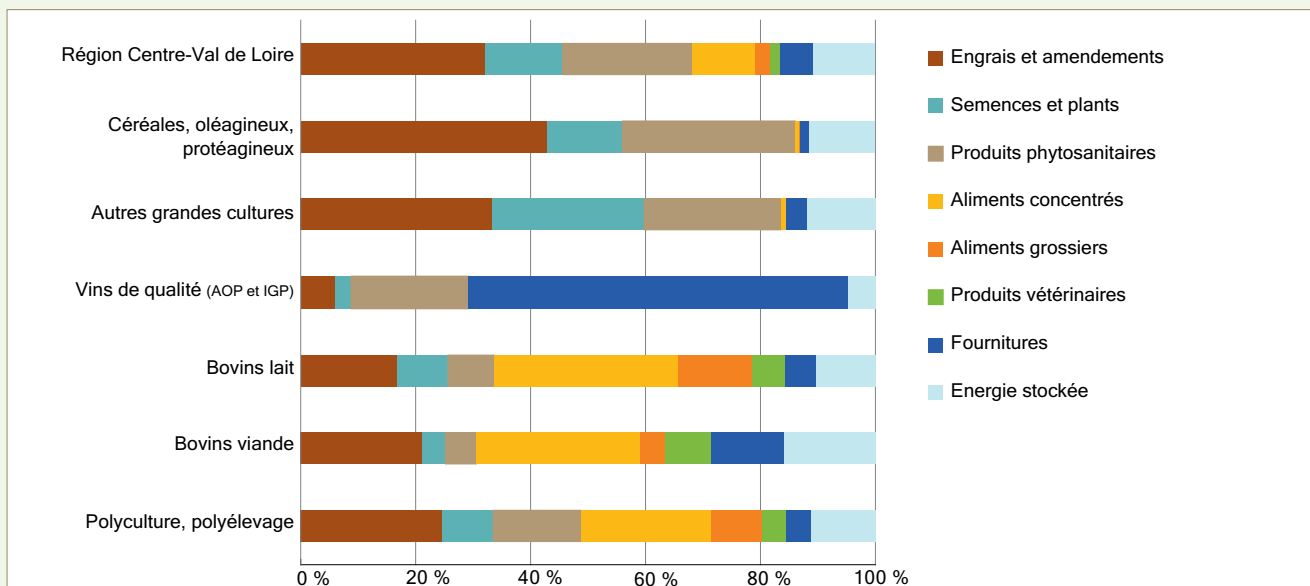
Source : Agreste, RICA

(2) Charges spécifiques animaux : alimentation animaux, produits vétérinaires, honoraires vétérinaires.

(3) Autres consommations intermédiaires : entretien et réparation du matériel et des bâtiments, personnel extérieur à l'exploitation, services divers et autres frais de gestion.

(4) Autres charges courantes : assurances, impôts et taxes et frais financiers.

Répartition des charges d'approvisionnement par OTEX dans le Centre-Val de Loire en 2013



Source : Agreste, RICA

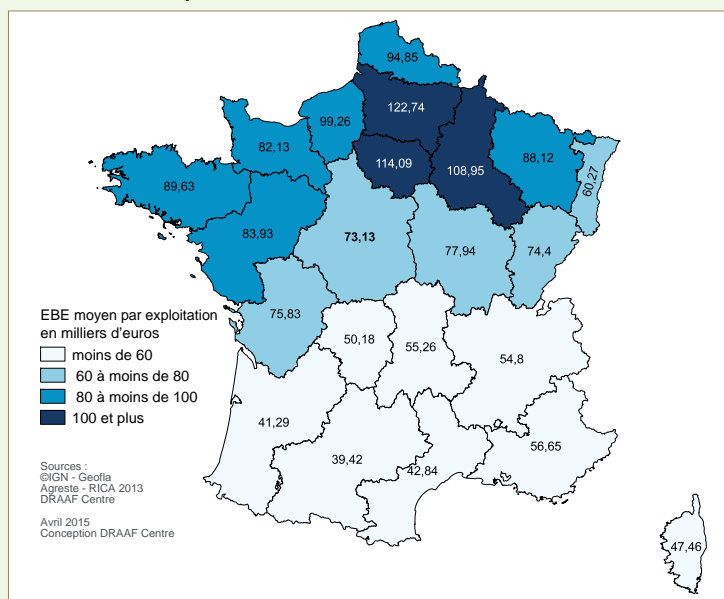
Une situation financière moins aisée

A l'image du RCAI, l'excédent brut d'exploitation (EBE), qui ne comprend ni l'investissement, ni l'ensemble des charges financières, a décroché entre 2012 et 2013 : il passe de 115 000 à 73 000 euros, soit une baisse de 36 %. La baisse est la plus prononcée pour les exploitations spécialisées en grandes cultures et en grandes cultures et herbivores. A l'inverse, l'EBE des élevages de bovins viande augmente de 10 %.

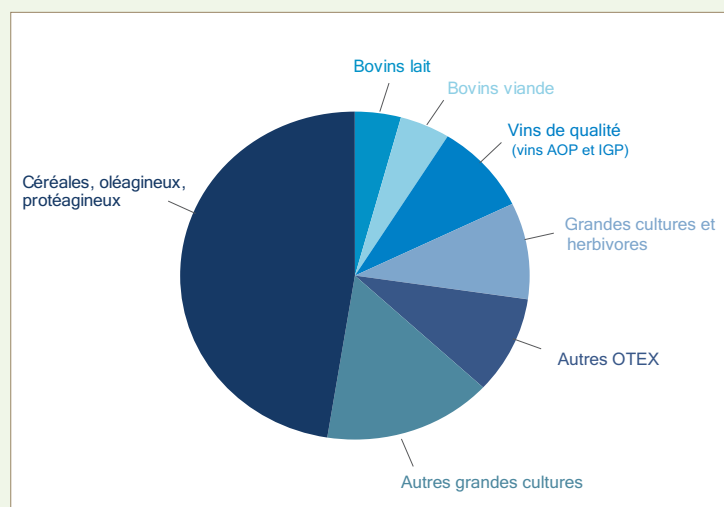
La région Centre-Val de Loire se classe au 13^e rang des régions s'agissant de cet indicateur, juste derrière les régions Poitou-Charentes et Franche-Comté.

L'OTEX céréales, oléagineux, protéagineux contribue à près de la moitié de l'EBE de la région avec 622 millions d'euros, suivie par l'orientation autres grandes cultures avec 16 % de l'EBE (203 millions d'euros).

Excédent brut d'exploitation en 2013



Répartition de l'EBE par OTEX dans le Centre-Val de Loire en 2013



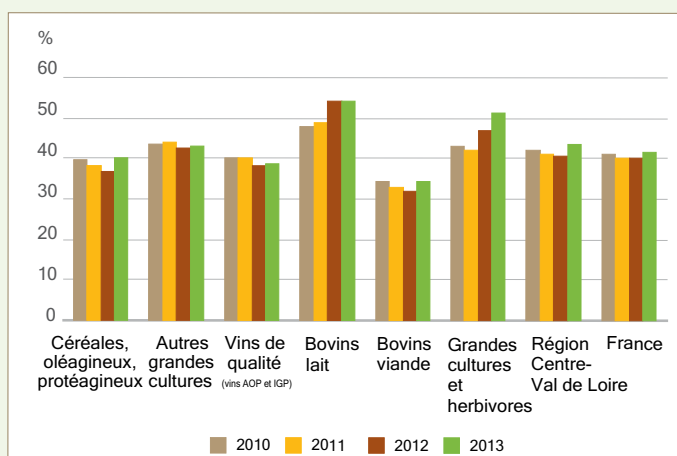
Source : Agreste, RICA

Les exploitations régionales sont plus endettées

Au niveau national, le taux moyen d'endettement, c'est-à-dire la part de l'ensemble des dettes rapporté au total du passif, a augmenté d'un point entre 2012 et 2013 et s'affiche à 41 %. Cependant, il reste très élevé pour les spécialisations granivores, maraîchage et horticulture (plus de 64 %). Le taux le plus faible (31 %) concerne les exploitations «bovins viande » suivies par les exploitations viticoles (32 %).

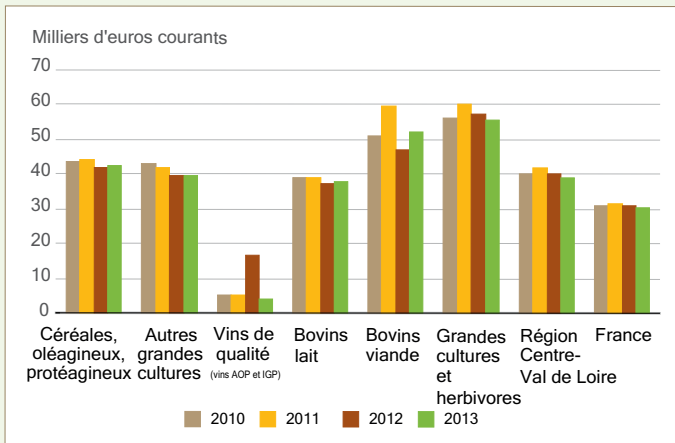
En moyenne, pour l'ensemble des OTEX, le taux d'endettement de la région Centre-Val de Loire a augmenté de trois points pour atteindre 44 %. Le taux le plus bas, soit 34 %, concerne l'orientation « bovins viande » et le plus élevé l'orientation « bovins lait » avec un taux d'endettement stable à 54 %.

Un taux d'endettement en hausse dans le Centre-Val de Loire



Source : Agreste, RICA

Hausse des subventions en élevage bovins viande dans le Centre-Val de Loire en 2013 (en moyenne par exploitation)



Source : Agreste, RICA

Davantage de subventions en élevage bovins viande

En région Centre-Val de Loire, en 2013, les subventions ont diminué de 3 %. En effet, en 2012, des aides spécifiques à la viticulture avaient été versées pour faire face aux difficultés financières engendrées par une succession d'aléas climatiques pénalisant les volumes de production. Les subventions en viticulture sont donc moins élevées cette année. Par contre, en élevage bovins viande, les subventions augmentent de 11 % en raison de la mise en place de l'aide à l'engraissement de jeunes bovins. Au niveau national, l'ensemble des subventions baisse également (- 2 %).

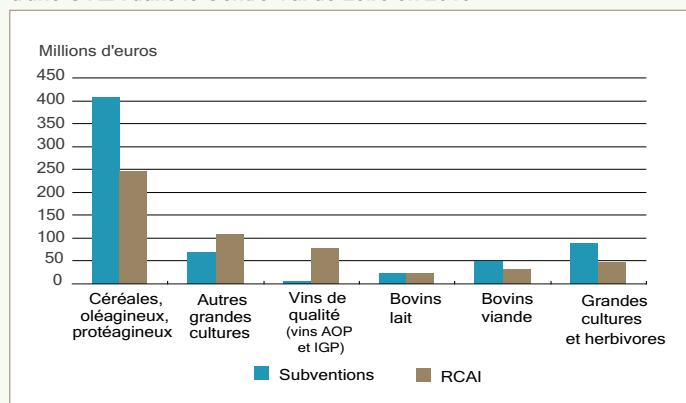
Selon les OTEX, les subventions cumulées ont un poids variable dans la somme du RCAI

En 2013, 96 % des exploitations de la région Centre-Val de Loire ont perçu des subventions de 39 200 euros en moyenne, hors aides à l'investissement. Le cumul des aides représente 122 % de la somme du RCAI des exploitations de la région.

Pour le secteur viticole, la part des subventions dans le RCAI total des exploitations appartenant à cette OTEX est 7 %, avec 4 100 euros d'aides en moyenne par exploitation. Pour les grandes cultures, le niveau des subventions est plus élevé, essentiellement du fait des droits à paiements uniques (DPU). Compte tenu de la chute des revenus, le cumul des subventions représente, en 2013, 1,7 fois la

somme du RCAI pour l'orientation céréales, oléagineux, protéagineux (contre 0,6 fois en moyenne entre 2010 et 2012). Pour l'orientation « autres grandes cultures », le montant moyen des subventions est de 39 700 euros, et elles représentent au total 64 % du RCAI cumulé, du fait de son niveau élevé. En bovins viande, le niveau moyen des subventions atteint 52 100 euros, du fait des paiements uniques auxquels s'ajoutent les aides couplées. Pour cette orientation, le total des subventions représente 1,6 fois la somme du RCAI en 2013 (1,8 fois en moyenne entre 2010 et 2012).

Subventions et RCAI cumulés de l'ensemble des exploitations d'une OTEX dans le Centre-Val de Loire en 2013



Source : Agreste, RICA

Poids des subventions dans le RCAI par OTEX dans le Centre-Val de Loire

(%)	Part des exploitations avec subventions en 2013	Part des subventions cumulées dans la somme du RCAI de l'OTEX en 2013	Part des subventions cumulées dans la somme du RCAI de l'OTEX (moyenne 2010-2012)
Céréales, oléagineux, protéagineux	100	166	57
Autres grandes cultures	100	64	43
Vins de qualité (AOP et IGP)	60	7	15
Bovins lait	100	107	69
Bovins viande	100	159	181
Grandes cultures et herbivores	100	189	99
Région Centre-Val de Loire	96	122	60

Source : Agreste, RICA

Résultats 2013 pour les système de production représentatifs dans le Centre-Val de Loire

(champ des moyennes et grandes exploitations)

Moyenne pondérée par exploitation en milliers d'euros courants	Centre-Val de Loire							France métropolitaine
	Céréales, oléagineux, protéagi- neux	Autres grandes cultures	Vins de qualité (vins AOP et IGP)	Bovins lait	Bovins viande	Grandes cultures et herbivores	Toutes exploita- tions	Toutes exploitations
CARACTERISTIQUES GENERALES								
Nombre d'exploitations dans l'échantillon	142	40	36	41	35	46	410	7 293
Nombre d'exploitations représentées	9523	1720	1325	626	931	1573	17 830	301 480
Surface agricole utile (SAU) (ha)	149	128	23	112	156	167	131	88
dont surface en faire-valoir direct (ha)	12	6	4	5	7	13	10	10
Surface en céréales (ha)	97	83	4	35	18	68	73	32
Effectifs animaux en unité gros bétail (UGB)	5	8	0	106	168	105	46	87
Nombre d'unité de travail annuel (UTA)	1,5	2,5	3,2	2,3	1,7	2,0	1,9	2,1
dont UTA non salariée (UTANS)	1,2	1,3	1,6	2,0	1,4	1,5	1,4	1,4
FINANCEMENT ET ELEMENTS DU BILAN								
Fond de roulement	134,9	150,9	183,9	73,1	112,7	93,4	125,5	118,5
Autofinancement	9,3	38,7	31,1	34,8	29,6	20,6	17,4	25,1
Actif immobilisé	217,9	282,2	150,3	343,9	313,1	339,7	240,2	260,8
dont capital d'exploitation	166,6	231,5	139,7	325,7	304,3	304,9	201,0	217,1
Actifs circulant	185,6	215,6	255,2	134,2	153,2	184,7	186,5	174,4
dont stocks	110,9	92,7	176,5	76,4	107,3	125,8	110,2	104,4
Capitaux propres	241,6	283,8	249,5	221,0	307,4	256,6	240,9	255,6
Endettement total	163,6	215,0	158,2	259,3	159,4	269,1	187,3	181,1
Taux d'endettement (%)	40	43	39	54	34	51	44	41
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION								
Production de l'exercice	178,7	340,0	257,4	257,3	127,7	218,6	214,2	203,0
+ Rabais et ristournes	1,1	1,3	0,1	0,4	0,2	0,4	0,8	0,4
- Charges d'approvisionnement	91,0	125,8	56,1	117,1	58,8	102,4	96,1	80,6
- Autres achats et charges externes	44,7	92,5	67,3	77,1	38,0	66,5	57,0	53,1
= Valeur ajoutée (VAHF)	44,1	123,0	134,1	63,6	31,1	50,1	61,9	69,7
+ Subventions d'exploitation	42,6	39,7	4,1	37,9	52,1	55,8	39,2	30,6
+ Indemnités d'assurance	5,5	6,6	5,8	3,5	1,4	2,7	4,9	2,4
- Loyers et fermages	18,9	21,1	13,1	11,9	12,6	16,3	16,7	14,0
- Impôts et taxes	2,5	3,3	3,8	2,3	1,3	2,5	2,7	2,2
- Charges de personnel	5,9	28,4	39,1	4,3	5,6	11,2	13,5	14,6
= Excédent brut d'exploitation	65,0	116,6	88,0	86,5	65,0	78,7	73,1	72,0
+ Produits de gestion courante et produits financiers	1,5	1,7	0,9	0,7	0,2	1,1	1,3	1,0
- Dotations aux amortissements	36,0	50,5	26,4	43,3	28,7	43,4	37,0	31,5
- Charges financières	4,7	6,0	3,5	8,3	3,8	6,9	5,2	5,2
= RCAI (Résultat courant avant impôts)	25,8	61,8	59,0	35,6	32,7	29,4	32,2	36,3
+ Profits et charges exceptionnels	8,2	3,4	3,3	5,8	5,9	7,2	7,1	6,9
= Résultat de l'exercice	34,0	65,2	62,3	41,3	38,6	36,6	39,4	43,2
RCAI par UTANS (millier d'euros/UTANS)	20,9	47,8	37,6	17,5	23,5	19,2	23,5	25,2
Charges sociales personnelles de l'exploitant	20,7	26,6	16,8	17,1	9,4	15,0	19,2	13,2
CHARGES								
Consommations intermédiaires	126,8	208,2	115,7	186,3	90,9	159,6	144,3	127,0
Engrais et amendements	39,0	41,8	3,3	19,7	12,5	28,7	31,0	15,0
Produits phytosanitaires	27,4	29,9	11,5	9,3	3,3	16,1	21,7	10,2
Aliments du bétail	0,7	1,2	0,0	52,8	19,2	25,7	13,1	29,8
Charges à l'hectare (millier d'euros/ha)	1,4	2,6	9,0	2,4	1,0	1,5	1,8	2,3

Source : Agreste, RICA

Méthodologie

Source micro-économique, le réseau d'information comptable agricole (RICA) permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans leur diversité.

Le RICA recueille les informations comptables d'un échantillon d'environ 82 000 exploitations agricoles dans toute l'Union européenne selon des définitions communes. L'échantillon français de 7 317 exploitations correspond aux 305 000 moyennes et grandes exploitations, c'est-à-dire celles dont la production brute standard (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 euros.

En région Centre-Val de Loire, l'échantillon est composé de 410 **moyennes et grandes exploitations** agricoles et viticoles, pour l'exercice comptable de 2013. Le résultat courant avant impôts (RCAI) est l'indicateur central du RICA. Les comparaisons inter-annuelles, notamment au niveau des charges courantes, sont réalisées en valeur courante et à **champ constant**, c'est-à-dire qu'on ne garde que les exploitations présentes dans l'échantillon à la fois en 2012 et en 2013.

Une diffusion des données est possible pour l'ensemble des OTEX au niveau national. A l'échelle régionale, les données ne sont diffusées que pour les OTEX dont on dispose d'un échantillon contenant au minimum 20 exploitations. Pour la région Centre-Val de Loire, il s'agit des OTEX «céréales, oléagineux, protéagineux», «autres grandes cultures», «viticulture», «bovins lait», «bovins viande» et «grandes cultures et herbivores».

Définitions

La PBS (production brute standard)

Cet indicateur ne représente pas des résultats économiques réels. Il repose sur des coefficients destinés à estimer la valeur de la production potentielle associée aux surfaces et au cheptel, hors toute subvention et déduction faite des coûts spécifiques associés à cette production. Chaque coefficient se rapporte à un hectare de culture ou à une tête de cheptel. On calcule la production brute standard des différentes productions, ainsi que la production brute totale de l'exploitation.

La variation annuelle de la PBS d'une exploitation ne traduit que l'évolution de ses structures de production (par exemple agrandissement ou choix de production à plus fort potentiel) et non une variation de son chiffre d'affaires.

L'OTEX (orientation technico-économique)

Une exploitation est spécialisée dans une orientation si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Fond de roulement : capitaux propres + dettes financières - actif immobilisé - charges à répartir.

L'autofinancement = capacité d'autofinancement - prélèvements privés.

L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre par l'exploitant pour exercer son activité.

L'actif immobilisé correspond aux biens nécessaires au processus productif, notamment les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Capital d'exploitation = actif immobilisé - capital foncier.

Les actifs circulants correspondent aux biens et aux créances résultant du processus de production, y compris les stocks.

Les capitaux propres correspondent à la contribution du chef d'exploitation et de ses associés. La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres.

Production de l'exercice : Somme des produits bruts élémentaires (animaux, produits animaux, végétaux...) et des produits issus de la production immobilisée (travaux effectués par et pour l'entreprise), des travaux à façon, des pensions d'animaux, des terres louées et des produits d'autres activités annexes.

Consommations intermédiaires : elles correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production.

Valeur ajoutée : solde comptable du compte de production (production - consommations intermédiaires).

Subventions d'exploitation : elles correspondent aux aides communautaires, nationales et locales.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : il correspond à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation et des indemnités d'assurance et diminuée des prélèvements fiscaux, des fermages et charges en personnel. Ce solde contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par l'exploitant ou les membres non salariés de sa famille.

Pour en savoir plus :

RICA France Tableaux standards 2013 - Agreste Chiffres et Données, Série Agriculture n° 228 mars 2015
Site Agreste : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service régional de l'information statistique et économique

Cité administrative Coligny
131, rue du faubourg Banner
45042 Orléans Cédex 1
Tél : 02.38.77.40.60 - Fax : 02.38.77.40.69
Courriel : srise.draaf-centre@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf-centre.agriculture.gouv.fr

Directeur de publication : Jean-Roch GAILLET
Rédacteur en chef : Gaëtan BUISSON
Rédactrice : Anne-Solène COLOIGNER
Composition : Marielle Woll

Les informations et données de cette publication peuvent être reprises sous réserve d'indiquer la source :

DRAAF - AGRESTE Centre-Val de Loire

ISSN : en cours
Dépôt légal à parution
Prix : 2,50 €
Parution : mai 2015

